



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

aide médicale

Question écrite n° 89973

Texte de la question

M. Jean-Louis Idiart attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur la contribution de la France au fonds mondial de lutte contre le paludisme, le sida et la tuberculose. De nombreuses associations, concernées par cette lutte, sont très inquiètes sur une possible stagnation ou baisse de ces crédits. Aux États-Unis, 101 députés ont demandé au président Obama de tenir les engagements du pays dans la lutte contre le sida. En Grande-Bretagne, le premier ministre a décidé d'augmenter les fonds destinés au développement international. Aussi, il lui demande de respecter les engagements de la France dans ce domaine.

Texte de la réponse

La France est le premier contributeur européen et le second au niveau international, derrière les États-Unis, du Fonds mondial de lutte contre le paludisme, le sida et la tuberculose en 2002 et, d'ici à la fin de l'année, elle aura versé plus de 1,9 MdEUR conformément à sa promesse de fonds de 900 MEUR pour la période 2008-2010. En 2009, 60 % des moyens du Fonds ont été investis dans des programmes VIH/Sida, soit environ 180 MEUR issus de la contribution française. Pour la période 2011-2013, notre pays entend poursuivre son soutien appuyé au Fonds mondial, acteur majeur de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. L'efficacité de l'instrument est avérée. En effet, depuis sa création, le Fonds mondial a engagé 19,3 Md\$. Grâce à cette mobilisation, cette structure a permis de placer 2,82 millions de personnes sous traitement anti-rétroviral et a fourni 7,11 millions de traitements contre la tuberculose, à travers 773 subventions dans 144 pays. De plus, toujours dans ce cadre, 790 000 femmes ont reçu un traitement prophylactique contre la transmission du virus à leurs enfants. La contribution française pour 2011-2013 augmentera de 20 %, comme l'a annoncé le Président de la République, à New York, le 21 septembre 2010. Cette nouvelle contribution maintient la France au second rang international des contributeurs, derrière les États-Unis. Plusieurs pays européens n'ont pas annoncé, à ce stade, de contributions supplémentaires (Grande-bretagne, Espagne, Italie, Pays-bas, Suède).

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Idiart](#)

Circonscription : Haute-Garonne (8^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 89973

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 octobre 2010, page 10681

Réponse publiée le : 21 décembre 2010, page 13701